

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

8 juin 2023

---

**AMÉLIORER L'ACCÈS AUX SOINS PAR L'ENGAGEMENT TERRITORIAL DES  
PROFESSIONNELS - (N° 1336)**

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 390

présenté par  
M. Bazin et M. Neuder

-----

**ARTICLE 9**

À la fin de la première phrase de l'alinéa 3, substituer aux mots :

« suffisant pour exercer leur activité en France ».

les mots :

« supérieur ou équivalent au niveau B2 du cadre européen commun de référence pour les langues ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Amendement de repli.

L'expression « d'un niveau de connaissance de la langue française suffisant pour exercer leur activité en France » est imprécise.

Cet amendement de clarification vise donc à garantir que le niveau de français exigé ne soit pas inférieur au niveau B2 du cadre européen commun de référence pour les langues (CECR).